

## FACE À LA RÉPRESSION D'ÉTAT ET À LA VIOLENCE PATRONALE, FAISONS BLOC

Judi 18 avril, Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'Union départementale CGT du Nord, a été condamné un an de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende pour « apologie du terrorisme ». Ce militant syndical était poursuivi en raison d'un tract écrit collectivement et diffusé le 10 octobre dernier, trois jours après l'attaque du Hamas contre Israël. Cette condamnation sonne comme un avertissement à toutes celles et ceux qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien, écrasé sous les bombes à Gaza depuis plus de six mois et victime depuis 75 ans d'oppression coloniale.

### La criminalisation du soutien au peuple palestinien

« Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi 7 octobre, elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées » : c'est ce passage du tract qui a permis à la justice d'estimer que le tract « constituait une légitimation d'un attentat de masse sous couvert d'une analyse historique ». Jean-Paul Delescaut n'est pas un cas isolé. Rima Hassan, candidate LFI aux élections européennes, est convoquée par la police le 30 avril, elle aussi pour « apologie du terrorisme », juste après l'interdiction de la réunion publique en solidarité avec la Palestine qu'elle devait tenir à Lille en compagnie de Jean-Luc Mélenchon. C'est aussi le cas de Siham Assbague, journaliste et militante antiraciste, ou encore d'Anasse Kazib, cheminot, militant révolutionnaire et syndicaliste à Sud Rail, et de bien d'autres. Selon le ministère de la Justice, 600 procédures étaient en cours en janvier 2024 pour « apologie du terrorisme » ou « provocation à la haine raciale ». Il s'agit d'une véritable inflation répressive, qui vise à faire taire toute contestation et qui s'appuie sur une indignation bien sélective. Car à ce jour, aucune poursuite n'a été engagée contre ceux qui légitiment le génocide en cours à Gaza, qui a déjà fait plus de 34 000 morts sous les bombes, dont un tiers d'enfants, et se poursuit par une famine organisée.

### Une dérive autoritaire contre toute forme de contestation

Cette répression contre celles et ceux qui soutiennent le peuple palestinien est un pas supplémentaire dans le cours autoritaire et liberticide du gouvernement Macron. Manifestations et réunions politiques interdites, militants convoqués par la police, lycéennes et lycéens mis sous surveillance, sportifs, chercheurs, universitaires, écrivains, cinéastes blacklistés, adjoint au maire privé de son mandat... le gouvernement affute ses armes répressives pour les employer demain à plus grande échelle contre une contestation sociale qu'il a toutes les raisons de craindre.

Car après les annonces de coupes budgétaires dans les services publics, qui vont peser particulièrement sur les classes populaires, après la nouvelle attaque contre les droits des chômeurs, le patronat poursuit l'offensive avec l'annonce de centaines de licenciements. Alors même que les actionnaires se gavent de dividendes, ce sont les fermetures d'usines qui sont promises aux travailleurs. Stellantis fait planer la menace sur plusieurs usines du groupe. ExxonMobil annonce la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois à Gravenchon (Seine-Maritime). Et maintenant, c'est au tour de Sanofi d'annoncer 300 emplois supprimés.

Le gouvernement n'est pas en reste, avec son ministre de la Fonction publique, Guérini, qui annonce que les licenciements ne seront plus « tabous » dans la fonction publique. En réalité, des licenciements de fonctionnaires, il y en a déjà sur des motifs disciplinaires. Mais le gouvernement use de bien d'autres méthodes pour réduire les effectifs, entre gel des embauches et dégradation des conditions de travail pour pousser dehors des travailleuses et travailleurs exténués.

Alors oui, il y a bien des raisons de se révolter et de s'organiser contre ce monde barbare qu'engendre le capitalisme et la loi du profit. Et pas question d'accepter de se laisser bâillonner.

### Les fermetures de lit à l'EPSM, c'est non !

En 10 ans, 110 lits ont fermé à l'EPSM, et alors que les urgences psy sont bondées et qu'il faut en moyenne 6 mois pour un RDV en CMP, la direction a annoncé la fermeture de 40 lits d'admission pendant l'été ...voire pour toujours, sans parler du passage prochain du tram au sein de l'établissement. La semaine dernière les agent·es de l'hôpital ont décidé de s'opposer à cette casse annoncée. Pour symboliser leur refus, ils et elles se sont allongé·es à 40 devant le parvis de la mairie de Caen pour symboliser la mort prochaine de leur hôpital et ont ensuite distribué des tracts à la population pour les informer de la dégradation de l'offre de soin. Cette action a fait chaud au coeur des grévistes, mais elle ne suffira pas pour faire reculer la direction et surtout l'ARS, qui s'acharne à tout faire pour empêcher le recrutement de médecins et ainsi faire fermer des services. Pour les soignant·es mobilisé·es, c'est clair, l'avenir de la psy du Calvados se gagnera dans la lutte ou ne se jouera pas.

### Stellantis : Marre du diktat de la production

Plus de la moitié des secteurs de l'usine Stellantis (ex-PSA) de Caen sont mis en chômage technique. Par contre, il est presque impossible de poser une journée de congés le vendredi 10 mai, encadré par un week-end et deux jours fériés le mercredi 8 et le jeudi 9 mai. Trop tôt pour savoir si la production aura besoin de nous ou pas ? Peut-être, mais bientôt trop tard pour vraiment tirer parti de 5 jours à la suite en famille ou entre amis !

## RÉUNION PUBLIQUE URGENCE RÉVOLUTION !

CAMPAGNE EUROPÉENNES 2024

**POUR UN MONDE  
SANS FRONTIÈRES  
NI PATRONS**

AVEC LES PORTE-PAROLÉS

**SELMA LABIB · CONDUCTRICE DE BUS**  
**GAËL QUIRANTE · SYNDICALISTE À LA POSTE**

**18H30 JEUDI 23 MAI**  
**A CAEN · SALLE GUTENBERG, ARRÊT T1 LIBERTÉ**

### AP-HP : Le privé est déjà à l'intérieur

Les actes et consultations libérales ont augmenté de 15 % alors que l'activité publique a baissé de 2 % entre 2021 et 2022, selon un rapport d'activité sur l'activité libérale à l'AP-HP. Comment expliquer ce boom de la pratique libérale dans un contexte post-COVID, alors que tous les services sont en tension chronique, voire que certains ferment pour cause de pénurie médicale ? L'hôpital public est censé y voir son compte en touchant une redevance, mais cela ne fait que paver la voie à une privatisation complète de l'hôpital, où la rentabilité sera le maître mot : on le devine, moins d'urgences, moins de palliatif, et plus de chirurgie plastique.

### Témoignage de Gaza

Le docteur Chems-Eddine Bouchakour, ancien praticien au CHU a participé à une mission humanitaire de 15 jours à Gaza fin janvier 2024. Il était à Caen le 17 avril dernier pour témoigner devant une bonne 50aine de personnes de la situation alarmante des Gazouis, lors d'une réunion organisée grâce au Collectif 14 Solidarité Palestine. Son message est limpide : « le système de santé se retrouve dépassé, les soignants sont complètement dépassés. [...] Il faut un cessez-le-feu d'urgence qui permettra aussi de calmer un petit peu les choses, de libérer aussi les otages de l'autre côté et que les Gazaouis puissent souffler un coup ».

### Pour un monde sans frontières ni patrons, Urgence révolution !

#### Le NPA sera là aux européennes ce 9 juin !

Le gouvernement est passé en force avec 24 recours au 49.3 sur deux mandats, il nous a mis en danger pendant le COVID en nous envoyant en première ligne sans moyens, a piétiné nos voix dans la rue contre sa réforme des retraites et il sanctionne toute action de soutien à la Palestine.

Face à ces choix politiques qui cherchent à conserver l'ordre actuel et garantir aux riches leurs profits, nous défendrons une voix révolutionnaire. Notre perspective, c'est de renverser cet ordre par la prise du pouvoir des travailleur·ses, pour enfin décider dans l'intérêt de la majorité.

Notre liste composée de travailleur·ses, d'étudiant·es, et de jeunes salarié·es sera porte-voix de notre colère et des luttes des exploité·es et des opprimé·es au sein d'un continent où l'immense majorité de la population passe sa vie à la gagner.

**Soutenir la liste du NPA, c'est redonner confiance à notre classe des travailleur·ses, et c'est se redonner du courage pour continuer nos luttes contre les actes joints du gouvernement et du patronat !**